

M Raffarin plaide pour un effort accru en faveur du ministère de la Défense

Dans le cadre de l'actualisation de la Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, adoptée cet été par le Parlement, les forces armées recevront – du moins théoriquement – 3,4 milliards d'euros supplémentaires, notamment pour financer la moindre déflation de leurs effectifs et acquérir de nouveaux équipements.

Ancien Premier ministre et actuellement président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères et de la Défense nationale, Jean-Pierre Raffarin (Les Républicains) estime que cet effort n'est pas suffisant, eu égard au contexte international actuel.

« Nous sommes loin de ce dont le pays a besoin », a en effet lâché M. Raffarin, lors d'un entretien accordé au quotidien Le Figaro, ce 14 septembre. « L'effort n'est pas suffisant par rapport aux menaces auxquelles nous sommes exposés. L'effort en équipements, en fonctionnement, en interne comme en externe, devra être durablement poursuivi », a-t-il ajouté.

Deux raisons ont été avancées par l'ancien Premier ministre pour justifier davantage d'investissements en faveur du ministère de la Défense. La première est que, dans les années à venir, « l'insécurité sera croissante ». « Il ne faut pas croire que nous pouvons nous permettre de relâcher notre effort militaire », prévient-il.

Avec l'émergence d'une « armée terroriste » comme celle de l'État islamique, la montée des tensions en Asie-Pacifique, l'enjeu de la région arctique ou encore les risques de déstabilisation dans l'est de l'Europe, les sujets d'inquiétudes ne manquent pas. Il est désormais loin le temps où un ancien président de la République, en l'occurrence M. Sarkozy, pouvait estimer, en 2001, que la « question de la réduction nécessaire des dépenses militaires n'avait pas été posée de façon suffisamment volontariste en France, contrairement aux autres pays » (*).

Mais M. Raffarin a toujours été en désaccord avec ce point de vue, lui qui, alors qu'il était chef du gouvernement, a défendu la LPM 2003-2008 en affirmant que cette dernière devait « inverser la tendance (...) pour retrouver capacité militaire d'un pays qui compte, qui est respecté, écouté, pour retrouver la crédibilité d'un membre du Conseil de sécurité des Nations unies », étant donné que « au cours des années passées, les moyens donnés à notre armée n'ont pas été suffisants, les crédits qui lui ont été donnés ne lui ont pas permis d'entretenir son matériel ».

Dans son entretien donné au Figaro, le sénateur de la Vienne va encore plus loin. « La France aujourd'hui apparaît sur le plan mondial comme l'un des pôles d'excellence en matière de défense. La qualité de nos personnels, la formation, l'intelligence militaire sont des atouts considérables pour notre pays, tout comme notre capacité industrielle, notre force d'innovation, notre savoir-faire à l'exportation ». Et d'ajouter : « Tout cela fait qu'aujourd'hui, la défense est, sans doute, le secteur d'excellence de notre économie nationale ».

Aussi, pour M. Raffarin, qui, par ailleurs, se dit « vigilant » face aux manœuvres éventuelles de Bercy visant à ponctionner des crédits destinés aux armées, le prochain président de la République, quel qu'il soit, « devra faire de la défense un pôle central de la politique de sécurité mais aussi de la politique de développement du pays ». Avis aux futurs candidats de la primaire!

(*) Libre, Nicolas Sarkozy – Robert Laffont, janvier 2001

Source : zone militaire - opex360.com

Posté dans [Politique de défense](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 14-09-2015